



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 30 novembre 2021

Nouvelles augmentations de prix : engageons la bataille des salaires !

Alors que les salaires, retraites et minima sociaux sont gelés, une nouvelle augmentation des prix de la bouteille de gaz qui passe à 21,55 € (+ 52 centimes) et des carburants (super à 1,60 € le litre : + 3 cts ; gazole à 1,22 € le litre : + 2 cts) nous tombe dessus en ce 1er décembre 2021.

Dates	Essence prix au litre	Gazole prix au litre	Bouteille de gaz de 12,5 kg prix
1er janvier 2021	1,25 €	0,96 €	17,27 €
1er décembre 2021	1,60 €	1,22 €	21,55 €
Augmentations en %	28,00%	27,00%	25,00%

Mois après mois, ces augmentations continues des produits de première nécessité réduisent le pouvoir d'achat des travailleurs et des plus faibles revenus. Mais en même temps, ce sont des milliards d'euros de bénéfices supplémentaires qui tombent dans l'escarcelle des compagnies pétrolières, des patrons et actionnaires de la grande distribution et de bien d'autres capitalistes.

Nous ne pouvons rester les bras croisés face à cette attaque en règle du pouvoir des riches contre notre niveau de vie. Partout les militant(e)s de la CGTR doivent prendre l'initiative de lancer le débat, d'organiser des réunions sur le thème de la hausse des prix et de l'indispensable lutte pour l'augmentation des salaires.

Le lien naturel entre ces mobilisations nécessaires au sein des entreprises de la région Est est tout trouvé : c'est l'Union Régionale Est de la CGTR !

Le 6ème congrès de l'URE

Il a rassemblé samedi 27 novembre à Bras Panon plusieurs dizaines de militantes et militants de notre syndicat travaillant dans la région Est.

Après un rappel des luttes marquantes de ces dernières années à la Clinique de la Paix, à Korbey d'Or, à la Sem Estival, dans plusieurs pharmacies de Saint Benoît et Saint André, à LeO de Salazie, dans plusieurs crèches privées, le secrétaire général de l'union ainsi que d'autres militants ont dénoncé la répression menée par le patronat contre plusieurs de nos camarades : pressions, intimidations, privation de salaire pendant une formation syndicale (Korbey d'Or), mais aussi licenciements comme dernièrement à La Cane et auparavant chez Siou ou à eRcane (Tereos).

Cette volonté des patrons de se débarrasser des militants de la CGTR s'explique par le fait que les patrons veulent pouvoir augmenter l'exploitation des salariés, et donc leurs profits, sans qu'aucune résistance de ces derniers puissent s'organiser et les mettre en échec. Les attaques du pouvoir contre deux représentants de la CGTR aux Prud'hommes s'expliquent de la même façon.

Malgré l'exploitation dont sont victimes les travailleurs, le chômage endémique, la petitesse générale des entreprises dans l'Est et toutes les difficultés de la vie que nous réserve la société capitaliste, notre union a enregistré une augmentation régulière du nombre de ses adhésions.

Ceci est le résultat du travail militant de nos camarades qui permettent à notre union de rester ouverte six jours sur sept dans la semaine et donc aux salariés confrontés à toutes sortes de problèmes d'y trouver une oreille attentive et des réponses militantes. Il n'en reste pas moins que notre union doit resserrer les liens avec tou(te)s les militant(e)s d'entreprises de la zone Est.

La commission exécutive ainsi que le bureau de notre union se sont étoffés de nouveaux membres, ce qui est un signe très positif dans cette période de recul social assorti de campagnes de dénigrement des organisations ouvrières, des travailleurs et des chômeurs organisées par le patronat et ses relais politiques et médiatiques. Cela montre en tout cas que de nouveaux militants ont la volonté de participer au travail collectif de l'union.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît
Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Alors, souhaitons à la nouvelle équipe plein succès dans son travail d'organisation, de formation des travailleurs pour être en capacité de mener avec eux les luttes difficiles, mais indispensables qui les attendent pour la défense des intérêts de notre classe !

Antilles : La lutte des travailleurs continue et s'amplifie

Face à la colère des travailleurs et des laissés pour compte des Antilles, le gouvernement, par la voix de son ministre des DOM, Sebastien Lecornu, a réaffirmé sa volonté d'appliquer strictement dans ces départements les dispositions qui prévalent en métropole à partir du 1er janvier 2022.

Il ne diffère que de quelques jours les mesures répressives et les sanctions pécuniaires (suspension des contrats de travail, arrêt du versement des salaires, puis licenciements) contre tous ceux qui refuseraient de se faire vacciner.

Or aux Antilles, des milliers de travailleurs sont dans ce cas-là.

L'État français porte une lourde responsabilité dans le refus massif des Guadeloupéens et Martiniquais de se faire vacciner. En effet, l'État français y a toujours répondu par le mépris et la violence aux revendications de justice sociale réclamées par la population laborieuse et la jeunesse. Il a été complice de l'empoisonnement de milliers de travailleurs et d'habitants par la chlordécone.

Le gouvernement refuse aujourd'hui de répondre aux revendications des travailleurs antillais en matière d'augmentation des salaires, en matière de construction de logement, d'hôpitaux, d'écoles. Comme seule réponse, il leur envoie des dizaines d'hommes armés (Raid, GIGN), ce qui revient à criminaliser ceux et celles qui participent à la mobilisation actuelle.

À défaut de vouloir régler les problèmes des travailleurs guadeloupéens, le gouvernement vient de s'illustrer dans une lamentable opération de diversion en proposant à la classe politique locale de discuter d'autonomie de la Guadeloupe alors qu'elle ne fait aucunement partie de leurs revendications. Il pense ainsi s'en tirer à bon compte et ne pas avoir à répondre aux revendications urgentes et bien concrètes des travailleurs et des classes populaires antillaises (vie chère, salaires ; chômage, embauches ; liberté pour les empoisonneurs capitalistes, cancer de la prostate pour les ouvriers de la banane ; privatisation de l'eau, eau impropre à la consommation, réseau d'eau non entretenu ; sargasses – risques pour la vie des animaux et la santé des humains ; pauvreté ; désengagement de l'État dans les domaines de la construction et de l'entretien des logements sociaux, des hôpitaux, des routes, etc.



Mais il a fait chou blanc, car à cette nouvelle provocation, les travailleurs des Antilles françaises ont répondu comme il fallait, par des manifestations encore plus massives dans la rue et par l'extension de la grève !

Les militants syndicaux de La Réunion solidaires des travailleurs antillais

Dimanche 28 novembre, à l'appel de plusieurs syndicats, dont la CGTR, a eu lieu à Champ Fleury un rassemblement de solidarité avec nos sœurs et frères antillais.

Une bonne centaine de militants y sont venus, dont plusieurs camarades de l'URE CGTR.

Le combat mené par les travailleurs antillais est le nôtre. Ils nous montrent la voie à suivre pour améliorer notre sort et combattre l'exploitation, la profitasyon : c'est la lutte, c'est la grève générale !

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures, l'Union Régionale Est de la CGTR organise une réunion ouverte aux travailleuses et travailleurs qui ont besoin de conseils pour se défendre contre les injustices dont ils sont victimes dans leurs entreprises, mais aussi destinée à leur faire comprendre la cause fondamentale de leurs malheurs, le capitalisme et son fonctionnement.

Travailleurs, Travailleuses, ne restez pas isolés, rejoignez la CGTR, le syndicat qui lutte !

Si ce tract t'a plu, laisses-le partout où tu penses qu'il sera lu, surtout dans ton entreprise !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît
Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68